

Yvan Mayeur: "Le PS doit arrêter de se flageller"

■ Le bourgmestre de Bruxelles assure par ailleurs que le stade Roi Baudouin sera rasé pour 2020.

Entretien Mathieu Colleyn

Yvan Mayeur est l'invité politique de "La Libre" ce samedi. Le bourgmestre PS de la Ville de Bruxelles commente l'actualité du moment. Il invite son parti à revenir à ses valeurs.

Quel message adressez-vous aux musulmans qui ont pu être choqués par la polémique des "mosquées salafistes" née de votre interview au "Morgen" ?

Qu'ils ne sont en rien concernés par la polémique. J'ai le plus grand respect pour tous les concitoyens, quelles que soient leurs convictions. Mon propos visait l'organisation du culte musulman et sa reconnaissance que je qualifie de "mal-reconnaissance". On parle de financement extérieur des mosquées et moi, j'observe que la population n'est pas en capacité économique de payer la construction des mosquées. J'ai eu deux demandes d'une participation de la Ville au financement partiel de projets. Ma question : si on veut éviter les financements extérieurs, comment fait-on ?

Il y a une ordonnance régionale qui règle la question...

L'ordonnance repose sur le principe de "fabriques de mosquées", avec un contrôle lorsqu'il y a une demande de reconnaissance. C'est le système des fabriques d'église qui passe par le financement régional du déficit, mais on ne parle pas de la construction ou de la rénovation des mosquées. En l'occurrence on me demande de céder un terrain, cela vaut de l'argent. Le fait-on ou pas ? Le titre du "Morgen" était malheureux et a été mal interprété. Les choses sont clarifiées depuis. Je rappelle au passage qu'on paye cher et vilain pour les églises dans lesquelles, soyons clairs, il n'y a pas grand monde.

Que faire alors pour le contrôle des mosquées ?

Nous avons fait le recensement des mosquées de la Ville. Il y en a une douzaine. Une est reconnue, une deuxième est en voie de reconnaissance. On voudrait inciter les autres à faire la démarche.

Certaines d'entre elles sont-elles concernées par des discours radicaux ?

Il y a des rapports de police qui signalent des difficultés à certains endroits. Il faut en tenir compte et en parler avec les responsables de ces mosquées. C'est ce que nous allons faire. On veut accompagner celles qui sont dans une démarche de reconnaissance et les soutenir. Je souhaite qu'on ait un culte musulman organisé de manière apaisée. Et cela, pour tout le monde. Le vivre ensemble ne se décrète pas.

Ecolo, et la nouvelle cheffe de groupe à la Ville, M^{me} Jellab, vous accusent d'utiliser la neutralité de l'enseignement pour faire de la discrimination...

Ce propos est honteux. Il démontre une méconnaissance totale du fonctionnement et des principes qui régissent l'enseignement à la Ville. Ou alors une instrumentalisation à des fins politiques. Les deux sont probablement vrais avec cette personne. La conséquence, c'est l'éviction de Ma-

rie Nagy (l'ex-cheffe de groupe Ecolo, Ndlr). Notre enseignement est fondé sur la neutralité active qui s'appuie sur le libre examen. Tous ceux qui inscrivent leurs enfants chez nous le savent. Nous nous sommes battus pour que nos écoles soient les plus ouvertes possible. A partir d'un incident mineur entre une direction et une maman, remettre en cause la neutralité que l'on pratique est totalement inepte. Je vois qu'on évince ceux qui s'inscrivent dans ces principes de neutralité chez Ecolo. L'étape suivante c'est d'aller draguer sur les terres des plus communautaristes. C'est cela l'ambition d'Ecolo à la Ville de Bruxelles? C'est un abandon en rase campagne des fondements d'Ecolo.

Au PS, il y a une inquiétude par rapport à votre style, votre communication. Est-ce que vous admettez être parfois maladroit ?

Non. Pas plus, pas moins que les autres. Evidemment, moi, je parle. Il y en a qui ne disent rien. C'est peut-être la nuance à apporter. Je trouve que le socialisme doit être un socialisme d'engagement. Nous ne sommes pas au pouvoir pour occuper le pouvoir. Je suis entré en politique pour "changer la vie". Si cela heurte, cela heurte. Ce qui compte, c'est le fond. Et les réalisations. Que je sois clivant, je l'entends bien. Mais je voudrais que d'autres soient un peu plus clivants. Nous ne sommes pas là pour faire le dos rond.

Comment analysez-vous les difficultés actuelles du PS et la concurrence à gauche du PTB ?

Il n'y a pas de concurrence à gauche. Il y a un parti anciennement stalinien, communiste, qui attire grâce à des méthodes de communication porteuses. Mais je ne pense pas que les Bruxellois ou les Wallons soient devenus marxistes-léninistes. J'observe plutôt le contraire. Cela indique qu'il faut un PS plus fort sur les valeurs, les idées et sur la défense de projets de société pour les citoyens. C'est cela qu'il faut faire. Quand Paul Magnette se saisit du dossier du Ceta, je trouve formidable qu'on puisse résister et montrer que la politique de gauche a un rôle. Quand j'affirme un projet de ville à travers le piétonnier, cela fait débat et j'en suis fier. Si le PS, qui a des talents nombreux en son sein, pouvait laisser s'exprimer ces talents et que l'on puisse travailler sur ce que nous sommes au fond, je suis convaincu qu'on remonterait dans les sondages et dans les scores électoraux.

La parole n'est pas suffisamment libre au PS ?

Ce n'est pas la question. On est trop le nez dans le guidon avec ces affaires. On se sent obligé de répondre à toutes les questions, y compris les plus absurdes. On continue à se flageller. Qu'on arrête tout cela. Il faut sanctionner ceux qui ont dérapé. Il faut y aller. C'est le PS qui doit faire cela, le bureau ou autre. Laurette Onkelinx a dit que certains devaient faire un pas de côté. Il fallait suivre le mouvement, faire en sorte que ces gens fassent un pas de côté et nous replonger dans notre travail. Nous avons des projets qui ne sont pas ceux de la droite.

Le PS a annoncé des mesures, dont ce plafonnement des rémunérations à 100 % du traitement d'un député. Vous êtes d'accord d'aller jusque-là ?

Moi, j'attends le résultat des discussions à l'intérieur des parlements. C'est une proposition du PS...

C'est un engagement du PS...

Je demande à voir. Je pense qu'il faut les mêmes règles pour tout le monde. Donc j'attends.

En matière de gouvernance, il y a des initiatives dans les partis, les parlements et les gouvernements... Cela devient un peu confus.

Oui, pour moi aussi, en tant qu'élu local qui n'a plus de mandat parlementaire, j'attends de voir comment on va adapter mon traitement. Je dis bien "on", car ma rémunération n'est pas fixée par moi-même, mais par la loi. Il faut une limite de rémunération correcte, il faut mettre les responsables politiques à l'abri des tentations.

PTB ou MR ?

Avec le PTB, on ne réalisera jamais rien. S'il faut attendre que la société soit mûre pour la révolution avant de construire des écoles, défendre notre système de santé, améliorer les conditions de vie... Ce n'est pas mon choix. Je suis pour vivre ici et maintenant. Sacrifier une génération comme le propose l'extrême gauche depuis le XIX^e siècle, ce n'est pas mon modèle politique et je ne le recommande pas au citoyen bruxellois. Le MR est un parti de droite affirmé, qui défend une autre vision de la société, et il se fait que nous sommes dans un système de coalitions qui nous oblige à composer. Avant de choisir, il faut d'abord voir l'arithmétique électorale et ensuite voir qui veut participer à la gestion.

Si le nouveau stade national ne sort pas de terre, qu'allez-vous faire du stade Roi Baudouin ?

Il n'est plus aux normes et nous n'avons pas les moyens de le restaurer. Il y a un projet Neo qui va se déployer sur des parcelles du stade, donc il ne pourra plus exister. On gardera peut-être la pelouse pour aménager un espace sportif pour les gens. Il y aura des constructions à l'endroit des tribunes. On sait cela depuis longtemps. Il faut donc un nouveau stade. Ce qui est clair désormais, c'est que la N-VA n'en veut pas. Je rappelle que le fédéral, la Région flamande, la Région bruxelloise et la Ville ont soutenu le projet de candidature à l'Euro 2020. Il me semble qu'il y a une règle de continuité de l'action publique.

A quand la disparition du Baudouin ?

2020. Mais à partir de mi-2017, le stade ne sera plus aux normes car nous vivons sur une dérogation de l'UEFA. Sans nouvelle dérogation pour tenir jusqu'en 2019, on ne pourra plus jouer au Baudouin.

Vers un bain de sang social dans les hôpitaux ?

Le top du milieu hospitalier bruxellois, réseaux publics et privés confondus, s'est réuni dans la plus grande discrétion jeudi soir, a appris "La Libre". Yvan Mayeur, président du CHU Saint-Pierre, confirme. Il s'agissait visiblement pour le secteur d'accorder ses violons alors que la ministre fédérale de la Santé, Maggie De Block (Open VLD), prépare une réforme spectaculaire. "M^{me} De Block va imposer la constitution de réseaux locaux. Il y en aura deux ou trois à Bruxelles, explique Yvan Mayeur. Il faut savoir qui s'accorde avec qui." Et répartir les services hospitaliers? "Exact. La ministre arrive avec ces masses gigantesques d'économies et nous dit: 'Vous n'avez qu'à vous mettre en réseaux pour que je fasse mes économies.'" "Et cela risque d'être dramatique car cela signifie des rationalisations qui peuvent entraîner la disparition de services hospitaliers dans beaucoup d'endroits", ajoute le socialiste.

Pour les hôpitaux publics bruxellois, la facture fédérale s'élève à 11 millions d'euros annuels récurrents, chiffre-t-il grosso modo et dans l'attente des détails de la réforme. "C'est insoutenable", dit M. Mayeur, qui ne cache pas que la menace pour l'emploi est "évidente", compte tenu de la structure des coûts d'un hôpital. "Toutes les économies se font dans le secteur des soins de santé, je n'ai jamais vu un tel déséquilibre, ajoute le bourgmestre de Bruxelles, dont le parti siège dans l'opposition au fédéral. J'observe que les ministres N-VA sont à l'abri et que les économies sont reportées sur les soins de santé, c'est un choix terrible." Yvan Mayeur ne souhaite pas aller plus loin quant à la réunion de jeudi. "Nous essayons d'être plus forts ensemble, il y aura un impact pour le personnel et nous devons limiter les dégâts." Il ne s'avance pas sur l'ampleur de la casse sociale à laquelle il semble s'attendre.

M. Co.